

## Bulletin n° 4

### Les mythes de la retraite

**« Une caisse de retraite est un patrimoine fiduciaire affecté principalement au versement des remboursements et prestations auxquels ont droit les participants et bénéficiaires »**

Le tableau suivant présente les principaux cas de restructurations des régimes de retraite au Québec dans le secteur forestier en lien avec le changement de propriété de l'entreprise ou une procédure de restructuration sous la LACC.

Entreprises	Restructurations	Impacts sur les régimes de retraite
AbitibiBowater	Entrée sous la LACC le 17 avril 2009 et sortie le 9 décembre 2010. Création de Produits Forestiers Résolu.	Non terminaison des régimes à prestations déterminées. Mise en place d'un régime à prestations cibles pour les employés actifs.
Papiers Fraser	Entrée sous la LACC le 18 Juin 2009 et sortie le 17 aout 2011. Faillite et création de Twin Rivers en avril 2010.	Terminaison du régime. Coupures de 33% à 38% des rentes. Régime à cotisations déterminées.
Domtar	Fusion entre Domtar et Weyerhaeuser en 2007.	Régimes à cotisations déterminées pour les syndiqués de United Steel Workers sans droits acquis (2013)
Smurfit-Stone	Entrée sous la LACC le 26 juin 2009 et sortie le 30 juin 2010. Rachat par RockTenn.	Transfert des régimes de retraite. Adhésion au RRFS de la FTQ en 2010
Tembec	Recapitalisation en février 2008	Utilisation des régimes de retraite pour faciliter la fermeture des usines
Papiers White Birch	Entrée sous la LACC le 24 février 2010.	Terminaison du régime à prestations déterminées. Création d'un régime à prestations cibles.
Kruger	Entente en 2012 avec le Gouvernement du Québec	Régime de retraite à deux volets

Dans le contexte des restructurations des entreprises, les régimes de retraite deviennent alors des sources de liquidités pour des investisseurs financiers spécialisés dans les restructurations plutôt que des patrimoines collectifs destinés à remplacer un revenu d'emploi une fois à la retraite.

C'est toute l'histoire de la législation au Canada et au Québec pour construire une confiance sociale à long terme dans des régimes de retraite complémentaires à adhésion obligatoire qui est ainsi remise en cause dans le secteur privé, mais aussi désormais dans le secteur public et municipal.